

Rouget, merlan et calamar entre 1 500 et 2 000 DA/kg

## Le prix du poisson fait fuir le consommateur

Page 2

Selon un spécialiste

## Le nombre de diabétiques ignorant leur maladie supérieur aux diabétiques recensés

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3526 - Mardi 31 mars 2015 - Prix : 10 DA

Corps communs et ouvriers professionnels à Béjaïa

## Un grand rassemblement observé devant le siège de l'UGTA

Page 24



Sortir de la dépendance aux hydrocarbures

## Sellal : «La baisse des cours du pétrole, une opportunité précieuse»

Page 4

### Un pas en avant, deux pas en arrière

Par Mohamed Habili

On connaît la formule : les Arabes sont d'accord pour n'être jamais d'accord. On a pu croire qu'elle a été prise en défaut à l'occasion du sommet de Charm El Cheikh, scandé par les bombardements au Yémen par les soins de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite et sous-tendue par les Etats-Unis. On a même cru plus que cela, que voilà, que c'est fait, que ce que le Conseil de coopération du Golfe, au degré d'homogénéité politique assez poussé, n'a toujours pas réussi à mettre sur pied, en dépit du forcing répété de son principal membre, à savoir une défense commune, la Ligue arabe, s'en montrait quant à elle, et contre toute attente, tout à fait capable. Ce dont le Conseil avait d'une certaine façon rêvé, la Ligue le réalisait. Sans ces voix discordantes qu'ont été celles de l'Irak, d'Oman, et du Liban, et dans une mesure moindre, celle de l'Algérie (dont le chef de la diplomatie s'est tout de même révélé être un maître ès langue de bois), le communiqué final aurait probablement fait plus que mentionner l'accord de principe en la matière, annoncer la création d'une armée commune. Pour bien se rendre compte du tour de force – ou de l'avancée, c'est comme on voudra – que cela aurait représenté, il faut se rappeler que depuis qu'il est question de doter l'Europe d'une politique commune de défense, celle-ci n'est toujours pas sortie de ses limbes.

Suite en page 3

### Projet de loi portant révision de la Constitution

# Indices sur une adoption par voie parlementaire



Il n'est pas écarté que le texte fondamental de la République soit soumis aux parlementaires comme ce fut le cas en 2008. Cependant, selon des spécialistes, si le mode parlementaire est choisi, cela voudrait dire que la révision ne sera pas profonde et ne touchera pas aux équilibres de l'Etat.

Lire page 3

Wilayas d'Alger, Blida et Annaba

## Le rythme de réalisation des grands projets d'habitat «satisfaisant»

Page 3

Après une tournée internationale réussie

## L'orchestre El Gusto revient à sa source algéroise

Page 13

## Sur fond de solidarité Opération de collecte de sang

LE CENTRE de transfusion sanguine (CTS) du centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran organise, au niveau du Palais des expositions de hai Medina Jdida, une opération de collecte de sang sur fond de solidarité.

Initiée dans le cadre de la journée maghrébine du don de sang, célébrée lundi sous le slogan «Unis pour la même action», cette opération coïncide avec la tenue de la quinzaine économique du printemps qui draine depuis quelques jours des milliers de personnes en provenance des wilayas limitrophes, a indiqué à l'APS le chargé de communication du CHUO, Kamel Babou.

Marquant la célébration de cette journée, plusieurs structures et associations sanitaires organisent des opérations similaires au niveau de plusieurs quartiers de la ville d'Oran. Ainsi, le Centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU)

«1<sup>er</sup> Novembre 54» initie, en collaboration avec l'association «El Warid», une opération de collecte de sang, non loin du carrefour des trois cliniques de hai «USTO» à l'Est d'Oran, après une action similaire le 28 mars au sein du même établissement hospitalier, où une centaine de donneurs a répondu à l'appel, a-t-on appris de la chargée de communication de l'EHU.

Pour sa part, l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en pédiatrie de hai «El Menzah» (ex-Canastel) a organisé, en collaboration avec le mouvement associatif, une opération de collecte de sang au niveau de la place «Aïssa Messaoudi». Des opérations du même genre se sont déroulées au niveau des postes de transfusion de plusieurs autres communes de la wilaya d'Oran, notamment à Aïn El Turck et à El Mohgoun.

«L'objectif de ces initiatives est de lancer un appel à la solidarité et à la générosité des citoyens en les sensibilisant davantage quant à l'importance du don de sang», a-t-on souligné dans un communiqué de l'Agence nationale du sang. Cette célébration, en étroite collaboration avec divers partenaires dont les ministères de l'Education nationale et des Affaires religieuses et Wakfs, la Télévision et la Radio algériennes et les opérateurs de téléphonie mobile, «vise à instaurer une culture du don de sang dans notre société», a-t-on ajouté.

K. T.

Rouget, merlan et calamar entre 1 500 et 2 000 DA/kg

# Le prix du poisson fait fuir le consommateur

■ Le coût du rouget, du merlan et du calamar a atteint des prix oscillant entre 1 500 et 2 000 DA/kg. La sardine est également inaccessible avec 800 DA le kilo contre 250 à 300 DA le kg il y a quelque temps de cela.



Par Meriem Benchaouia

Depuis plusieurs semaines, les prix du poisson ont pris le grand large dans nos marchés. Les consommateurs ont bien remarqué l'envolée de cet aliment, surtout la sardine. En effet, les coûts des poissons blancs et bleus ont atteint des seuils vertigineux, au point où le citoyen ordinaire a tout bonnement éliminé de sa «table» les plats à base de ces produits de

mer. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour à la poissonnerie du marché Clauzel, où le coût du rouget, du merlan et du calamar a atteint des prix oscillant entre 1 500 et 2 000 DA/kg. La sardine est également presque inaccessible avec 800 DA le kilo contre 250 à 300 DA le kg il y a quelque temps de cela. Une situation qui affecte le panier de la ménagère, comme l'explique cette dame que nous avons rencontrée: «Il y a du poisson au marché mais c'est très cher».

«Avant, il y en avait pour tous les goûts et toutes les bourses, contrairement à ces dernières années où les prix de la sardine ont pris un envol en flèche» se désole Ahmed, vendeur de poisson. Des vendeurs qui avaient l'habitude d'exposer leurs produits à des prix concurrentiels, ont estimé que cette situation les dépassait et que les citoyens boudaient le poisson en raison de la hausse des prix qui vont au-delà de leur pouvoir d'achat. Certains ont même refusé de

commercialiser le poisson si la hausse venait à persister, estimant que cette augmentation ne servait ni le commerçant ni le simple citoyen. Des clients rencontrés sur place se sont dit surpris de la flambée des prix dans ce marché connu pour être le meilleur en raison de ses prix concurrentiels. «A 800 DA/kg, la sardine n'est plus pour les familles à faible revenu», a confié une mère de famille habituée à faire ses achats dans ce marché. Au marché Ali-Mellah, la crevette est proposée entre 1 800 et 2 500 DA/kg alors que la sardine est vendue à 600 DA/kg pour la qualité moyenne, et 800 DA pour la qualité supérieure. Les prix exposés au marché Ali-Mellah sont proches des prix de la pêcherie d'Alger, justifiés, selon les commerçants, par la qualité des poissons frais. Les vendeurs au marché Ali-Mellah et la pêcherie d'Alger imputent la hausse des prix aux conditions météorologiques, notamment la période s'étalant de janvier à mars, alors que d'autres l'expliquent par le nombre élevé de revendeurs. Les quantités de poissons pêchés passent par 3 à 4 revendeurs avant d'atteindre le marché de détail. Cependant, ces arguments ne sont pas valables, vu la hausse des prix enregistrée en d'autres périodes de l'année, soit durant les mois d'août et de juin qui coïncident, ces dernières années, avec le mois de ramadan. M. B.

Selon un spécialiste

## Le nombre de diabétiques ignorant leur maladie supérieur aux diabétiques recensés

Le nombre de diabétiques ignorant leur maladie «pourrait être supérieur à celui des patients déclarés et poursuivant un traitement», a estimé lundi à Sétif, le vice-président du comité d'organisation des journées de formation médicale continue (FMC), le D<sup>r</sup> Mohamed-Faouzi Rezig.

S'exprimant en marge du 12<sup>e</sup> cours international de FMC, organisé à l'Institut national supérieur de formation paramédicale, sous le signe «Diabète, maladies métaboliques et facteurs de risque cardio-vasculaire (FRCV)», le D<sup>r</sup> Rezig a considéré que le nombre de personnes souffrant du diabète «dépasserait probablement les 3 millions de diabétiques enregistrés en Algérie».

Pour ce praticien, également cadre à la direction de la santé de la wilaya de Sétif, de nombreuses victimes de cette «maladie silencieuse» ne se font examiner et ne se rendent compte de leur affection qu'au moment de la survenue de complications.

De son côté, le président du comité d'organisation et administrateur du cours, le P<sup>r</sup> Rachid Malek, également chef du service de médecin interne au CHU de Sétif, a souligné, dans un message aux participants, que les journées de formation continue constituent



«un vrai terrain d'échanges d'expériences, tant sur le plan national qu'international, et de partage dont les bénéficiaires directs seront les patients diabétiques et, pourquoi pas, leurs familles et leur entourage».

Des médecins venus de l'ensemble des wilayas du pays, ainsi que d'autres exerçant

au Bénin, au Congo, en Mauritanie, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Tunisie et en Palestine participent à ce 12<sup>e</sup> cours international de FMC.

Des ateliers seront organisés dans le cadre de cette rencontre qui se poursuivra jusqu'au 2 avril. Hassine Ch./APS



Projet de loi portant révision de la Constitution

# Indices sur une adoption par voie parlementaire

■ Il n'est pas écarté que le texte fondamental de la République soit soumis aux parlementaires comme ce fut le cas en 2008. Cependant, selon des spécialistes, si le mode parlementaire est choisi, cela voudrait dire que la révision ne sera pas profonde et ne touchera pas aux équilibres de l'Etat.



Ph. E. Sornay/L.A.

Par Nacera Chennafi

Les rumeurs s'accroissent sur l'adoption du projet portant révision de la Constitution par voie parlementaire vers la deuxième quinzaine du mois d'avril. Ainsi, il n'est pas écarté que le texte fondamental de la République soit soumis aux parlementaires comme ce fut le cas en 2008. Cependant, selon des spécialistes, si le mode parlementaire est choisi, cela voudrait dire que la révision ne sera pas profonde et ne touchera pas aux équilibres de l'Etat. A ce propos, il est probable que les parlementaires des deux chambres seront conviés à une séance de vote au Palais des Nations, une fois l'avis motivé du Conseil constitutionnel est rendu sur le projet de loi portant révision constitutionnelle. Il est à noter que le Parlement,

en ses deux chambres réunies, est convoqué par le président de la République conformément aux dispositions de la Constitution et de la loi organique n°99-02 du 8 mars 1999 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement. Selon les procédures réglementaires, le projet portant révision de la Constitution doit passer d'abord en Conseil des ministres, une fois validé, le président de la République peut convoquer une session spéciale du Parlement comme ce fut le cas en 2008. Pour rappel, c'était la deuxième fois depuis son élection que le Président Bouteflika convoquait le Parlement pour une révision constitutionnelle. En avril 2002,

la loi fondamentale avait été amendée, consacrant tamazight comme langue nationale. Dans ce cadre, des rapports médiatiques affirment que le document portant projet de révision de la Constitution a déjà été remis au Conseil constitutionnel présidé par Mourad Medelci, et bien avant aux présidents du Parlement, à savoir Abdelkader Bensalah et Ould Khelifa, pour les aviser du contenu du texte. Il y a quelques jours, le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, a déclaré à la presse que la révision de ce texte aura lieu au premier semestre de l'année en cours, sachant que le 4 janvier dernier il avait déclaré que «la révision de la Constitution aura lieu, au plus tard, en avril prochain». Saâdani avait ajouté que le congrès de son parti, initialement prévu avant fin mars, aura lieu après la révision de la

Constitution. Aujourd'hui, légalement, les instances du FLN ont achevé leur mandat le 19 mars puisqu'elles sont issues du 9<sup>e</sup> congrès du parti qui a eu lieu les 19 et 20 mars 2010, donc le mandat de cinq ans a expiré et il y a urgence de lever le suspense sur le projet portant révision de la Constitution. Dans ce contexte, le parti islamiste En Nahdha a exprimé samedi dernier son rejet à une adoption parlementaire du projet portant révision de la Constitution suivant la méthode de 2008. Les partis de l'Alliance nationale républicaine (ANR) et El-Karama ont appelé samedi, lors d'une rencontre à Alger, à «prôner le dialogue constructif et responsable sans attenter aux institutions mises en place en vertu de la Constitution et consacrées par la volonté populaire». MM. Sahli et Benhamou ont estimé que l'initiative de révision de la Constitution était la plus importante à l'heure actuelle, dans la mesure où elle devrait apporter une solution aux problèmes des Algériens. Pour le président du Parti de la Victoire nationale, Adoul Mahfoudh, la prochaine révision de la Constitution devrait passer par voie référendaire. Le 30 décembre, lors d'un Conseil des ministres, le Président Bouteflika s'était exprimé sur la révision de la Constitution, assurant que son projet «n'était pas au service d'un pouvoir ou d'un régime». De son côté, le 2 mars dernier, dans son discours d'ouverture de la session de printemps du Parlement, le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a annoncé que «tous les indicateurs indiquent que la révision de la Constitution n'est pas lointaine». «Peut-être que l'honneur de la révision de la Constitution marquera l'histoire du Parlement durant cette session» avait-il précisé.

N. C.

Wilayas d'Alger, Blida et Annaba

## Le rythme de réalisation des grands projets d'habitat «satisfaisant»

Le rythme de réalisation des grands projets d'habitat en cours dans les wilayas d'Alger, Blida et Annaba est «satisfaisant», a estimé hier le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmajid Tebboune, à l'issue d'une réunion de coordination avec les ministres des Travaux publics et des Ressources en eau, respectivement Abdelkader Kadi et Hocine Necib.

«Je sors satisfait de cette réunion», a indiqué le ministre, après avoir tenu une réunion de coordination avec Abdelkader Kadi et Hocine Necib, en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

M. Tebboune a indiqué que les nouvelles villes de Sidi Abdallah à Alger, Bouinan à Blida et le pôle urbain de Draa Errich à Annaba, visent à «desserrer la pression sur les grandes métropoles» et leur réalisation

nécessite la coordination avec d'autres ministères, ainsi qu'avec le groupe Sonelgaz.

M. Tebboune a souligné que les logements construits dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah et Bouinan (Blida) seront livrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 avec les équipements socio-collectifs nécessaires.

Ali Bensaad Amar, directeur de la Ville au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a indiqué que 16 000 logements sont déjà en construction à Sidi Abdallah et 15 000 autres à Bouinan, ainsi que 9 461 à Draa Errich, à 20 km d'Annaba.

Les ministres des Ressources en eau et des Travaux publics ont assuré que les responsables de leur secteur ont pris toutes les dispositions pour livrer les ouvrages nécessaires dans les délais prévus afin que les habitants puissent en bénéficier.

M. Necib a assuré que des solutions sont déjà prévues pour garantir l'approvisionnement en eau potable et l'évacuation des eaux usées, et ce, à travers des transferts des barrages existants, des stations de dessalement ou d'autres complexes hydrauliques.

Quant à M. Kadi, il a indiqué qu'il a demandé aux entreprises d'aménagement des routes d'«avancer pour être au rendez-vous» et a insisté sur «la nécessité de prévoir des terrains pour la construction de parkings».

Par ailleurs, le wali d'Alger a souligné que pour le cas de Sidi Abdallah, l'éradication des bidonvilles touche à sa fin et que les réunions de coordination vont se poursuivre pour achever la construction de cette ville.

Tahar F./APS

LA QUESTION DU JOUR

## Un pas en avant, deux pas en arrière

Suite de la page 1

Et elle n'est pas près de le faire, à en juger en tout cas par l'absence d'initiative en ce sens. On pourra objecter à cela qu'en fait si les Européens font preuve d'une telle lenteur dans la construction d'une défense commune, c'est parce que tout compte fait ils en disposent d'une déjà, l'Otan, même si celle-ci est moins leur chose que celle de l'allié américain. Et puis, pourrait-on ajouter, à Charm El Cheikh, ce n'est pas de la formation d'une armée arabe, avec tout ce que cela implique, qu'il a été question, mais seulement d'une force d'intervention, dont à ce titre les missions seraient ponctuelles. Admettons. Il n'en reste pas moins inquiétant que des Etats rassemblés sur une base ethnique, et dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sont pas des modèles de démocratie, en viennent à vouloir disposer d'un instrument militaire commun. L'usage n'en peut être dans ces conditions que mauvais, à contre-courant des intérêts des peuples représentés. Encore faut-il commencer, pour être en mesure de s'en servir efficacement, changer les règles du jeu à l'intérieur de la Ligue. Cette force d'intervention existerait-elle aujourd'hui, en effet, qu'elle ne pourrait être déployée dans le cadre de la crise yéménite. Pour la bonne raison qu'au moins l'Irak et le Liban s'y seraient opposés. La règle de l'unanimité en vigueur aujourd'hui donne à chaque membre un droit de veto sur chacune des affaires en discussion, grandes ou petites. Or si dans l'espèce d'euphorie ayant marqué les débuts du sommet, il a été question d'un projet de résolution introduisant la règle de la majorité, ce qui aurait constitué une sorte de révolution de palais, le communiqué final a en revanche fait l'impasse dessus. Ce qui montre bien que les temps n'ont pas encore suffisamment mûri pour que les pays les plus retardataires à l'aune des valeurs démocratiques, les seules qui devraient compter, imposent leur hégémonie sur les plus avancées à cet égard. Car il est bien évident que dans l'état actuel des choses toute étape supplémentaire dans l'unité arabe est une sorte de transfert de souveraineté des pays de la périphérie vers ceux du centre, qui aujourd'hui se situe dans le Golfe. De sorte qu'on ne peut pour l'heure que se féliciter de ce que les Arabes soient d'accord pour rester en désaccord. M. H.

Sortir de la dépendance aux hydrocarbures

# Sellal : «La baisse des cours du pétrole, une opportunité précieuse»

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué lundi qu'une opportunité «précieuse» se présentait à l'Algérie pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures et diversifier son économie et ses exportations.

Par Fateh Gh.

«**L**a conjoncture économique internationale marquée par une baisse vertigineuse des cours du pétrole constitue pour l'Algérie une opportunité précieuse pour reconsidérer la situation de son commerce à l'effet de radicalement, et de manière progressive et volontaire sortir de la dépendance aux hydrocarbures par la diversification des exportations et de l'économie nationale», a affirmé le Premier ministre à l'ouverture de la conférence nationale sur le commerce extérieur, qui se tient lundi et mardi au Palais des nations (Alger).

«L'Algérie est appelée à se projeter, en amont, vers une économie émergente qui repose sur l'entrepreneuriat national et le soutien aux entreprises nationales productives génératrices de richesse et d'emploi en partenariat avec des opérateurs étrangers sans préjudice aucun des acquis et intérêts sociaux des Algériens», a-t-il dit.

Il a expliqué qu'«en dépit de l'impact de la baisse des prix du pétrole, les équilibres macro-économiques restent stables et maintenus dans une position qui permet d'accompagner cette démarche», rappelant que «le gouvernement a tenu compte de toutes les hypothèses concernant la volatilité des cours du brut».

«La liquidité des banques, qui s'élève actuellement à 2 324 milliards de dinars nous permet de poursuivre le financement des investissements», a ajouté Sellal précisant que «des instructions précises ont été données à l'effet d'accorder davantage de crédits à l'économie».

Il a souligné la nécessité «de recouvrer les liquidités extrabancaires, estimées à 3700 milliards de DA, au profit de l'économie nationale».

Sellal a sommé les banques d'«assumer pleinement leur rôle» dans l'encadrement et la promotion du commerce extérieur par le financement des investissements productifs et la dynamisation des mécanismes de contrôle des opérations de financement des importations.

«L'ouverture de l'Algérie au commerce mondial est irréversible», a soutenu Sellal précisant toutefois que «le rythme à imprégner à la concrétisation de ce choix reste conditionné par les intérêts socio-économiques du pays notamment pour ce qui est du contrôle des importations».

Il a rappelé, à cet égard la hausse sensible de la valeur des exportations qui ont atteint 58,3 milliards de dollars en 2014 contre 62,96 milliards de dollars d'exportations, d'où, a-t-il enchaîné, le recul de l'excédent de la

balance commerciale à près de 4 milliards de dollars.

Les exportations hors Hydrocarbures ne couvrent que 25% de la valeur des importations, a-t-il insisté.

Sellal a annoncé également que le gouvernement prévoyait l'élaboration, dans les prochains mois, d'une loi de finances complémentaire (LFC) qui comprendra des mesures visant une meilleure maîtrise du commerce extérieur et de l'économie nationale dans l'ensemble.

Il a affirmé que la LFC 2015 «comprendra des décisions et des mesures visant à assurer une meilleure maîtrise du commerce extérieur à travers, notamment, la lutte contre la corruption et la fraude dans le financement des importations pour mettre fin à l'anarchie qui caractérise cette activité».

«Il est temps de lutter énergiquement contre la corruption et la fraude, et ce, conformément aux lois de la République», a insisté Sellal, ajoutant que le gouvernement «n'hésitera pas à utiliser la force de la loi pour réprimer de telles pratiques».

Par ailleurs, le Premier ministre a considéré que le retour au crédit à la consommation, qui entrera prochainement en vigueur, contribuera également à l'amélioration de la maîtrise du commerce extérieur en soutenant la production nationale et, partant, en réduisant la facture des importations.

Evoquant le projet de loi sur les licences d'importation, qui sera soumis au Parlement durant sa session actuelle de printemps, Sellal a soutenu que ce nouveau texte ne signifie, en aucune manière, un retour au monopole du commerce extérieur.

«L'ouverture de l'Algérie au commerce mondial est irréversible», a soutenu Sellal précisant toutefois que «le rythme à imprégner à la concrétisation de ce choix reste conditionné par les intérêts socio-économiques du pays notamment pour ce qui est du contrôle des importations».

Des familles venues des quatre coins de la capitale envahissent, pour cette deuxième semaine, les foires, les jardins, ainsi que les forêts, certains mouillent même leurs pieds au bord de la mer, a-t-on remarqué. Après une première semaine de pluies et de mauvais temps, voilà que le ciel enfin se dégage laissant apparaître les rayons du soleil, tant attendus par les familles algériennes.

Des enfants courent sans se préoccuper des véhicules qui tentent de ralentir à chaque rassemblement de petits enfants. C'est alors un climat gai qui règne depuis vendredi à Alger.

Dream, un parc d'attraction du Palais des expositions des Pins maritimes (Safef) est envahi par des familles venues de plusieurs régions pour se distraire et passer d'agréables moments.

Les enfants sont nombreux depuis l'ouverture du parc, heureux et ravis de découvrir de nouveaux espaces. Une dame accompagnée par ses trois garçons nous a confié que



Cette loi, a-t-il expliqué, «va permettre aux autorités publiques de mieux maîtriser les importations».

Il a préconisé dans ce sillage la professionnalisation des activités d'import-export.

## «La LFC 2015 prévoit des mesures pour une meilleure maîtrise du commerce extérieur»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé, lundi à Alger, que le gouvernement prévoyait l'élaboration, dans les prochains mois, d'une loi de finances complémentaire (LFC) qui comprendra des mesures visant une meilleure maîtrise du commerce extérieur et de l'économie nationale en général.

S'exprimant à l'ouverture de la Conférence nationale sur le commerce extérieur, qui se tient lundi et mardi au Palais des nations (Alger), Sellal a affirmé que la LFC 2015 «comprendra des décisions et des mesures visant à assurer une meilleure maîtrise du commerce extérieur à travers, notamment, la lutte contre la corruption et la fraude dans le financement des importations pour mettre fin à l'anarchie qui caractérise cette activité».

«Il est temps de lutter énergiquement contre la corruption et la fraude, et ce, conformément aux lois de la République», a insisté Sellal, ajoutant que le gouvernement «n'hésitera pas à utiliser la force de la loi pour réprimer de telles pratiques».

Par ailleurs, le Premier ministre a considéré que le

retour au crédit à la consommation, qui entrera prochainement en vigueur, contribuera également dans l'amélioration de la maîtrise du commerce extérieur en soutenant la production nationale et, partant, en réduisant la facture des importations.

Evoquant le projet de loi sur les licences d'importation, qui sera soumis au parlement durant sa session actuelle de printemps, Sellal a soutenu que ce nouveau texte ne signifie, en aucune manière, un retour au monopole du commerce extérieur qui était appliqué dans les années 70 et 80.

Cette loi, a-t-il expliqué, «va permettre aux autorités publiques de mieux maîtriser les importations».

F. Gh./APS

## Repos scolaire

### Où aller pour cette deuxième semaine de vacances ?

Des familles venues des quatre coins de la capitale envahissent, pour cette deuxième semaine, les foires, les jardins, ainsi que les forêts, certains mouillent même leurs pieds au bord de la mer, a-t-on remarqué. Après une première semaine de pluies et de mauvais temps, voilà que le ciel enfin se dégage laissant apparaître les rayons du soleil, tant attendus par les familles algériennes.

Des enfants courent sans se préoccuper des véhicules qui tentent de ralentir à chaque rassemblement de petits enfants. C'est alors un climat gai qui règne depuis vendredi à Alger.

Dream, un parc d'attraction du Palais des expositions des Pins maritimes (Safef) est envahi par des familles venues de plusieurs régions pour se distraire et passer d'agréables moments.

Les enfants sont nombreux depuis l'ouverture du parc, heureux et ravis de découvrir de nouveaux espaces. Une dame accompagnée par ses trois garçons nous a confié que

cet espace d'attraction est l'endroit préféré de ses enfants, «on y vient souvent car on y trouve toutes les commodités nécessaires pour passer une belle journée» elle ajouta «c'est vrai que les frais sont nombreux mais ça vaut le coup du moment que mes enfants sont heureux».

Le jardin d'essai (El Hamma) est un autre endroit préféré des Algérois et des citoyens des villes voisines. Des excursions scolaires, malheureusement pas fréquentes, sont organisées par les écoles vers cet endroit. Des enfants découvrent alors avec stupéfaction la beauté du jardin d'essai. L'un des enfants, très agité, nous a même confié : «J'ai adoré les animaux mais aussi les grands arbres. Et j'ai préféré le jardin français au jardin anglais car il est plus beau...».

Une professeure rencontrée sur place a souligné la joie qu'éprouvaient les enfants, elle a précisé : «C'est un décor naturel où les enfants ont eu de quoi courir et s'amuser tout au long de cette sortie et c'est vraiment un plaisir de les voir aussi contents.»

Certains se sont plus tôt contentés de regarder le petit zoo qui contient un certain nombre d'animaux. a-t-on remarqué.

Le parc zoologique de Ben Aknoun, qui se situe vers Ben Aknoun, a, lui aussi, reçu une centaine de personnes venues voir et jouer à la balançoire, toboggan, faire des barbecues ou juste pour une simple promenade.

En ce qui concerne la forêt de Bouchaoui à stouéli, c'est une immense forêt. Les enfants ainsi que des adultes se sont laissés séduire par les chevaux. D'autres ont préféré courir, histoire de se détendre.

Une des nombreuses familles ayant visité la forêt a exprimé sa joie mais aussi son mécontentement en ce qui concerne le service et le manque de sécurité qui règne dans cet endroit. Le père de cette famille, déplore lui aussi le manque de prise en charge de ces endroits qu'il définit comme des espaces de détente.

Thinhinene khouchi



Pétrole

# Le Brent ouvre à moins de 56 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur baisse hier en cours d'échanges européens, plombés par les négociations sur le programme nucléaire iranien qui pourraient se conclure par une levée progressive des sanctions prises contre l'Iran sur les exportations de pétrole.



Par Tahar K.

**A** Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 55,39 dollars en fin de matinée, en baisse de 1,04 dollar par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le

baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 1,10 dollar à 47,77 dollars.

«Les cours du pétrole devraient rester sous pression jusqu'au milieu de la semaine, le moment où un accord devait être atteint dans les discussions sur le programme nucléaire iranien»,

notaient les analystes de Commerzbank. Les chefs de la diplomatie des grandes puissances occidentales et de l'Iran devraient trouver un compromis avant l'échéance du 31 mars en perspective d'un accord final d'ici le 30 juin. «Il semble qu'il y a eu des progrès de fait dans les

négociations sur le programme nucléaire de l'Iran avec les puissances occidentales. Des sources proches des discussions ont suggéré qu'un accord préliminaire était proche», commentaient les analystes de PVM.

«Mais le principal point d'achoppement reste le fait que l'Iran souhaite une levée immédiate des sanctions alors que les puissances occidentales veulent que ce soit progressif», selon PVM.

Les exportations de brut iranien ont chuté de plus de 2,2 millions de barils par jour (mbj) en 2011 à environ 1,3 mbj actuellement en raison de l'embargo pétrolier instauré en 2012 par les Etats-Unis et l'Union européenne pour tenter de stopper les ambitions nucléaires de Téhéran.

Un accord avec l'Iran et une levée de sanctions économiques, y compris sur le secteur pétrolier, pourraient amener le pays à exporter autour d'un million de barils supplémentaires par jour, alors que le marché du

pétrole est déjà plombé par la surabondance de l'offre.

T. K./AP5

## Changes L'euro en baisse face au dollar

L'EURO a entamé la semaine en baisse face au dollar en raison d'inquiétudes persistantes sur la situation grecque après un week-end de négociations entre Athènes et ses partenaires européens.

La monnaie européenne valait 1,0845 dollar en milieu de matinée, contre 1,0890 vendredi soir. Elle progressait un peu face à la monnaie japonaise, à 129,82 yens contre 129,74 yens vendredi, comme le dollar, qui s'échangeait à 119,70 yens contre 119,14 yens pour un dollar. «La Grèce se rapproche de plus en plus de la faillite car les négociations en cours avec l'Eurogroupe n'ont toujours pas débouchées sur une solution», relevait un analyste chez Peregrine & Black. Dimanche, les experts de la Grèce, de l'Union européenne (UE), de la Banque centrale européenne (BCE), du Fonds monétaire international (FMI) et du Mécanisme européen de stabilité (MES) ont passé au crible à Bruxelles pour la deuxième journée consécutive la liste des réformes que doit présenter Athènes.

«Le rythme des négociations reste terriblement lent mais le fait que les discussions avancent est tout de même encourageant», commentait de son côté un analyste chez Bank of Tokyo-Mitsubishi. Cependant, «si les pourparlers étaient rompus, cela risquerait de peser sur l'euro», a-t-il prévenu. Du côté du billet vert, «un discours jugé prudent de la présidente de la Fed (Réserve fédérale américaine) Janet Yellen n'avait que peu d'impact sur le dollar», notait l'analyste.

Ces derniers jours, les indicateurs américains avaient été en demi-teinte voire décevants, semblant éloigner la perspective d'une hausse des taux. Le moral des ménages américains s'est notamment affiché en baisse en mars, selon l'estimation finale publiée vendredi par l'Université du Michigan.

Le dollar est également soutenu par un regain de tension au Moyen-Orient, où les cambistes surveillent avec inquiétude l'intervention d'une coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen contre des rebelles chiites houthis, qui menacent une des grandes routes du commerce maritime mondial. Le billet vert est prisé en période d'incertitudes économiques mais aussi de tensions géopolitiques car il est vu comme une valeur refuge par les cambistes.

R. E.

## Chargés de la gestion des marchés publics

### Accorder davantage d'intérêt à la formation continue

Les participants à une journée d'information et d'orientation sur «la gestion et la maîtrise des procédures de passation des marchés publics et la prévention contre la corruption» ont appelé, dimanche à Ouargla, à accorder davantage d'intérêt à la formation continue des gestionnaires chargés des marchés publics, en vue de les prémunir des crimes punis par la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption.

Le gestionnaire chargé du volet de la passation des marchés publics devra être spécialisé dans le domaine, car son rôle est primordial dans la prévention de la corruption, ont souligné des intervenants lors de cette journée, initiée par la direction de la santé et de la population en direction des responsables des établissements hospitaliers, des cadres chargés du bureau des marchés publics, des contrôleurs financiers et des trésoriers de la wilaya.

Intervenant dans ce cadre, D'Ahmed Souguet de la faculté de droit et des sciences politiques de l'université de Ouargla, et chargé de droit administratif, a

estimé que la compétence scientifique et professionnelle et la probité morale du gestionnaire chargé de ce dossier, auquel le législateur algérien accorde un grand intérêt, demeure «plus qu'une nécessité, en vue de concilier exigences du service et législation».

«Il appartient à l'Etat et au législateur, pour prémunir le gestionnaire des pièges de la corruption, de le prendre en charge en matière de formation, de qualification et d'amélioration de sa situation sociale, sachant que les marchés publics constituent un espace de mouvement de deniers publics et de dispositif réglementaire mis à la disposition de l'administration pour les gérer», a soutenu D' Souguet.

Le procureur de la République près le tribunal de Hassi Messaoud, Sofiane Chekhbaya, a évoqué la question des crimes liés aux marchés publics, à la lumière de la loi n-01-06 datée du 20 février 2006 portant prévention contre la corruption, car figurant parmi les crimes économiques pouvant changer avec la mutation des conditions économiques de l'Etat, vu qu'elles ont un rap-

port avec les deniers publics. M. Chekhbaya a présenté un exposé succinct sur ces crimes et les peines encourues, à l'instar des privilèges non justifiés dans le cadre des marchés publics, la corruption dans les marchés publics et la prévarication.

La rencontre a donné lieu à des débats et exposés animés par des représentants des services du budget et de la comptabilité sur «les règles d'engagement dans l'exécution des marchés publics», «le déblocage des dépenses dans le respect des documents administratifs et financiers et les délais réglementaires».

Mise sur pied à l'Institut supérieur des cadres paramédicaux, cette rencontre, qui s'inscrit au titre de la formation continue des gestionnaires, vise à expliciter les notions de conclusion des marchés publics, ainsi que les procédures à respecter par les gestionnaires au niveau des établissements hospitaliers en vue de hâter la mise en œuvre des projets, d'une part, de prévenir la corruption et de consacrer la transparence, d'autre part, ont indiqué les organisateurs. **Selma B.**

11<sup>e</sup> édition du 2 au 3 avril en France

## L'Algérie prend part au DITEX

L'Algérie, représentée par l'Office national du tourisme (ONT), participera pour la première fois au Salon international du tourisme DITEX, dont la 11<sup>e</sup> édition est prévue du 2 au 3 avril à Avignon (France).

La participation de l'Algérie à cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la promotion de la destination touristique algérienne sur les marchés internationaux, traditionnels pour le tourisme algérien, conformément aux recommandations du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT-2030) qui renferme la stratégie de promotion et de

développement du tourisme en Algérie», a indiqué, hier, un communiqué de l'ONT.

Le salon se veut «un lieu de rencontre entre les différents acteurs du secteur, à travers l'organisation de rencontres directes favorisant les échanges avec les décideurs dans les agences de voyages, et les prestataires de services, à savoir les transporteurs, les hôteliers, les offices de tourisme, en vue de prendre connaissance des offres disponibles».

«Le DITEX intervient à une époque charnière de l'année, avant la saison estivale, période

des congés annuels par excellence», a indiqué la même source, ajoutant qu'il permet de s'enquérir «des propositions et nouvelles offres de voyages».

A cette occasion, l'ONT a réservé un pavillon qui «est mis à la disposition des opérateurs touristiques algériens pour leur permettre de faire connaître et de commercialiser leurs produits touristiques».

«La manifestation offre à la délégation algérienne, l'opportunité d'établir des contacts avec des responsables d'importantes agences de voyages et les médias présents pour promou-

voir la destination Algérie, en essayant de drainer des flux touristiques», a souligné le communiqué, relevant la programmation de plusieurs rencontres pour «optimiser l'échange entre les décideurs dans ce domaine, en prévision de la conclusion d'accords de partenariat avec leurs homologues étrangers».

Ce rendez-vous offre à la délégation algérienne l'opportunité de faire la promotion du 16<sup>e</sup> Salon international du tourisme et des voyages (SITEV-2015), prévu du 14 au 17 mai au Palais des expositions (Alger).

Said C.

## Commémoration

# Le colonel Amirouche, organisateur de maquis hors pair

■ Le colonel Amirouche (1926-1959), chef de la Wilaya III historique, était un stratège et un organisateur de maquis hors pair, ont indiqué dimanche à Tizi Ouzou, deux de ses ex-compagnons lors de la guerre de Libération nationale, Laichour Slimane et Sedki Mohamed.

Par Mahi Y.

Intervenant dans le cadre de la semaine de la mémoire en hommage au colonel Amirouche Aït Hamouda, organisée par la direction locale des moudjahidine et le musée du moudjahid, dont les locaux abritent cette rencontre, ces deux anciens maquisards de l'Armée de Libération nationale (ALN) ont souligné que ce chef historique jouissait d'une notoriété à l'échelle nationale et pas uniquement dans la Wilaya III historique qu'il commandait, ce qui lui permettait d'intervenir au niveau des maquis à l'échelle nationale. «Chaque fois qu'il y avait un conflit dans les maquis, c'était lui qui se rendait dans les wilayas concernées pour les régler afin de préserver et assurer la continuité de la lutte armée contre le colonialisme français», ont-ils souligné, citant pour exemple la réorganisation des maquis de la Wilaya I historique après la mort de Mustapha Ben Boulaid. La sécurisation du Congrès de la Soummam (20 août 1956), par Amirouche «tenu au nez et à la barbe de l'ennemi», a dévoilé les talents de chef de guerre et de stratège de celui qui au terme de cette rencontre historique fut promu colonel de la Wilaya III historique. Ses talents de chef s'exprimèrent aussi dans



PHOTO: R.

sa détermination à aller à la rencontre des moudjahidine, dans leur maquis. «Il tenait à connaître tous les coins et recoins de la région qui était sous son commandement. Il parlait à la population et aux maquisards avec sincérité et vérité, ce qui a permis l'installation d'un climat de confiance entre les uns et les autres», a souligné Laichour

Slimane. «Pour stimuler les chefs de zones au combat, le colonel Amirouche créa une sorte de compétition», a souligné M. Laichour, expliquant qu'à la première réunion inter-wilayas qu'il a tenue avec ces derniers au PC de Bounaâmane à Azeffoune (Tizi Ouzou), il leur avait demandé de ne pas faire figurer sur leurs rapports d'actions armées

les opérations qui ne sont pas soldées par la récupération d'armes. «Ces chefs de zones bousculèrent, alors, à leur tour leurs lieutenants afin de pouvoir présenter à la prochaine réunion un rapport conséquent devant Amirouche et leurs compagnons de guerre. C'était une stratégie subtile qui a créé une compétition féconde, pour la guerre de Libération nationale», a-t-il ajouté, à cet effet. Abordant l'affaire de la Bleuite «un virus qui avait dangereusement ébranlé le cœur de l'ALN, voire même les fondations de la révolution», les deux conférenciers ont précisé que le colonel Amirouche avait réagi avec beaucoup d'intelligence, en chef de guerre vigilant, ce qui lui a permis de vaincre cette «ruse de guerre», de l'armée coloniale française. Cette semaine de la mémoire se poursuivra jusqu'à jeudi prochain avec des communications, des témoignages et des tables rondes qui seront animées par des historiens et des anciens maquisards. Il est également prévu des sorties dans des sites historiques dont le village d'Ighil Imoula, où fut ronéotypée la Proclamation du premier novembre 1954, l'ancien centre de torture de Tizgirt, et à Tassaft Ougoumane, village natal du colonel Amirouche.

M. Y./APS

## M'chounèche

## Le 56<sup>e</sup> anniversaire de la mort du colonel Si El Haoues commémoré

La commune de M'chounèche (Biskra) a commémoré, dimanche, le 56<sup>e</sup> anniversaire de la mort du colonel Ahmed Benabderrezak Hamouda, dit Si El Haoues, en organisant des activités culturelles diverses, a-t-on constaté. Une exposition de documents historiques a été organisée dans la demeure familiale

qui a vu naître Si El Haoues, devenue un musée régulièrement visité par un nombreux public. La salle de conférences du musée local baptisé du nom de Si El Haoues a abrité, pour la circonstance, une conférence-débat au cours de laquelle des intervenants ont évoqué les circonstances de la mort du colonel Si El Haoues aux côtés

du colonel Amirouche. Le colonel Si el Haoues est né en 1923 à M'chounèche (28 km à l'est de Biskra) où il apprit le Coran dans la zaouia familiale, a rappelé le moudjahid Tayeb Melkemi. Il est tombé au champ d'honneur avec le colonel Amirouche, le 28 mars 1959 à Djebel Thamer, dans la wilaya de M'sila, au cours d'un

violent accrochage avec les forces coloniales. Les autorités locales, accompagnées de moudjahidine et de nombreux citoyens se sont rendus, à cette occasion, au cimetière des chouchada de cette localité où une gerbe de fleurs a été déposée avant la lecture de la Fatiha et la levée des couleurs nationales. (APS)

## Histoire-Emir-médias

## L'émir Djaafar déplore que le film sur l'Emir Abdelkader ne soit pas encore réalisé

L'émir Djaafar El Hassani El Djazaïri, arrière-petit-fils de droite lignée de l'Emir Abdelkader par son fils Ahmed El Hassani El Djazaïri, déplore que le film sur le fondateur de l'Etat algérien moderne, ne soit pas encore réalisé. «Ce film n'a pas pu être réalisé. Pour ma part, je déplore qu'on n'ait pas pris soin d'accompagner ce projet jusqu'au bout. Nous espérons néanmoins que le nécessaire sera fait dans ce sens. Nous avons d'ailleurs entendu dire que le travail est en cours pour rattraper le temps perdu afin que le film puisse voir enfin le jour dans un délai très proche», a-t-il indiqué dans une interview au magazine «Salama» du mois d'avril. Le projet du film cinématographique portant sur la vie et l'œuvre de l'Emir Abdelkader, devait être réalisé par le cinéaste américain Charles Burnett. Le scénario est coécrit par l'anthropologue des religions Zaïm Khenchelaoui et

le producteur français Philippe Diaz. «L'Emir est un modèle universellement salué, qui suscite l'amour et le respect des peuples et des nations. Il mérite, et c'est la moindre des choses, que l'on réalise dans son pays un film sur sa vie, permettant de mettre en lumière son combat et sa résistance», a relevé l'émir Djaafar, fondateur et vice-président de la «Fondation Internationale Emir Abdelkader pour la Culture et le Patrimoine», sise à Damas. Il a tenu à exprimer au nom de la famille de l'Emir établie dans la capitale syrienne, sa «confiance totale» et sa «solidarité sans faille» avec le scénario de M. Khenchelaoui, qu'il considère comme «un des meilleurs spécialistes au monde de l'Emir Abdelkader» et «un expert international dans le domaine du soufisme». «Il (Khenchelaoui) nous a consultés tout au long de son travail coécrit avec le producteur et scénariste fran-

çais Philippe Diaz, ce qui nous a permis de donner le feu vert à leur scénario que nous avons trouvé irréprochable. Honnêtement, je ne crois pas que l'on puisse produire dans les prochaines années un scénario aussi complet et aussi documenté et, surtout, aussi bien adapté à un public international», a-t-il estimé. Par ailleurs, l'émir Djaafar a exprimé son souhait de créer à Alger un bureau de la Fondation de l'Emir de Damas et de donner naissance à une fondation pour les jeunes, qui s'appellera «Association pour le soutien de la culture du citoyen algérien et la protection de son milieu». Il a expliqué qu'il entreprendra des démarches afin de trouver un siège pour cette fondation qui aura pour mission «la diffusion de la culture, la protection du patrimoine et de la culture populaire».

Ali O.

### Tlemcen Hommage posthume à la moudjahida Jacqueline Guerroudj

UN HOMMAGE posthume a été rendu à Jacqueline Guerroudj, lors d'une rencontre organisée samedi au Palais de la culture «Abdelkrim-Dali» de Tlemcen, en présence d'élèves et de compagnons de lutte de cette moudjahida qui a travaillé comme institutrice dans la région à l'époque coloniale. Jacqueline Guerroudj, d'origine européenne, est parmi les combattantes acquises pour l'indépendance de l'Algérie et le recouvrement de sa souveraineté. Elle a adopté l'idée d'indépendance depuis son entrée au pays, menant un dur combat contre l'occupant français, a rappelé le D' Mesli Abderrahim, président de l'association des anciens élèves du collège de Slane et l'école franco-musulmane de Tlemcen «Ecolymet», initiatrice de cette rencontre. L'historien Mohamed Korso a indiqué que Jacqueline a choisi l'Algérie comme pays et ne l'a jamais quitté, ajoutant qu'elle fut parmi les combattantes emblématiques durant la guerre de Libération nationale qui méritent tout le respect et la considération. Un ancien élève de la défunte moudjahida, Hamza Mekkaoui, président actuel de l'Assemblée populaire communale d'Ain Fezza (Tlemcen), qui avait accueilli Jacqueline à son arrivée en Algérie, a souligné que les familles de cette commune se souviennent de cette femme qui a œuvré pour faire sortir le peuple de l'obscurité, de l'ignorance et de l'esclavagisme, proposant de baptiser l'artère principale de cette commune au nom de Jacqueline Guerroudj en guise de reconnaissance à son attachement et sa bravoure pour l'Algérie. M' Bakour Zoulikha, une des compagnes de lutte de Jacqueline a revisité le parcours militant de cette dernière, née à Rouen (France) en 1919 et a rejoint l'Algérie en 1948 comme institutrice de langue française à l'école de Chetouane près de la ville de Tlemcen entre 1948 et 1955. Après avoir épousé le moudjahid Abdelkader Guerroudj dit Djillali, elle a rejoint le réseau du comité de défense des libertés puis le Parti communiste algérien. Dans les années 50, elle fut désignée élément de contact dans le cadre des commandos de l'Armée de Libération nationale (ALN). Jacqueline fut arrêtée en 1957 et jugée condamnée à mort avec un groupe de militants avant d'être graciée suite à une campagne internationale pour la libération du couple Guerroudj. Elle demeura ensuite fidèle à l'Algérie jusqu'à sa mort en juin 2015. Son corps a été inhumé au carré des chouchada d'El Alia (Alger).

R. H.



— Glissements de terrain dans les communes de l'est de Béjaïa —

# Des populations bloquent les sièges de la daïra et la mairie

■ Les 14 familles du village Lotha Ouzemour de la commune de Darguina ont fermé avant-hier les sièges de la mairie et de la daïra pour protester contre le retard accusé dans la prise en charge du glissement de terrain qui menace leurs habitations depuis quelques années.



PH. > D. R.

Par Hocine Cherfa

Is réclament également des indemnités liées aux dommages causés à pas moins de huit bâtisses. Des dommages qui se sont aggravés ces derniers temps. La menace s'est, en effet, accentuée, selon eux, à la suite des dernières intempéries. De son côté, le président de l'APC de Darguina, Rachid Ikhlef, affirme avoir «fait les constatations antérieures et avisé les autorités de wilaya à ce sujet». «Nous allons dépêcher

le CTC pour refaire les stations car les dommages se sont accentués ces derniers jours», a reconnu hier le maire avec qui nous nous sommes entretenus. «Nous sommes aussi au village Amridj où nous poursuivons les travaux de déblaiement de la boue et le curage des caniveaux et bouches d'évacuation des eaux pluviales et les eaux usées après la coulée de boue de ces derniers jours», dira notre interlocuteur. À noter que les habitants du village Aït Idris, relevant de la

localité de Bordj Mira, ont fermé eux aussi la RN 09 pour exiger la réouverture du CW 16 qui prend essence depuis la RN 09, soit à partir de Kérida, vers la commune de Tizi N'berber. Ce chemin a été coupé suite à un important glissement de terrain qui s'est ajouté à d'autres qui ont eu lieu auparavant. À noter aussi que des éboulements et affaissements de terrain ont affecté le CW 06 ces derniers temps au point où les habitants d'Aït Smâil passent par le village Rif pour atteindre la

RN 09. «Un dalot a été emporté par les eaux ces derniers jours à la limite des communes de Taskariout et Aït Smâil», a indiqué une source locale hier. «Cette route est affectée sur plusieurs centaines de mètres et les travaux de réparation effectués récemment n'ont rien donné», ajoute notre source. Nous avons appris que le wali de Béjaïa a adressé une lettre aux autorités centrales, sollicitant la prise en charge des éboulements qui touche aussi le WC 73 au niveau des communes de Chemini, Tibane et le chemin communal reliant les villages Avelodh et Iwendajens reliant le village Khéllil au chef-lieu de Barbacha. La circulation routière sur ce chemin est toujours très difficile même après le déblaiement des tonnes de terre qui ont obstrué la route depuis plus d'une semaine. Dans la commune de Feraoune, les 27 familles des villages laâdnanènes et Ath Uanir, dont les habitations ont été endommagées par le glissement de terrain d'il y a un mois, seront prises en charge. «Un terrain a été dégagé pour la construction de blocs de logements pour le recasement de 54 familles au total», nous a dit hier Karim Aghilas qui a rappelé la visite effectuée par le wali à la municipalité récemment.

H.C.

## Hammam Debagh (Guelma)

### Cent artisans au Printemps des thermes et de l'artisanat

Une centaine d'artisans venus de 30 wilayas du pays participent à la 4<sup>e</sup> édition du Printemps des thermes et de l'artisanat traditionnel, ouvert dimanche en plein air à Hammam Debagh (Guelma), a-t-on constaté.

Une riche gamme de produits artisanaux provenant des quatre coins du pays est présentée au public dans cette exposition qui se poursuivra jusqu'au 2 avril sur le site naturel appelé «El Arraïs» (les mariées), à l'entrée de cette localité touristique.

La manifestation propose, dans un souci de joindre l'utile à l'agréable, des jeux et des distractions que des centaines d'enfants, profitant de leurs vacances de printemps,

prennent d'assaut, donnant libre cours à leur énergie. Pour le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Fethi Merzouk, le Printemps des thermes de l'année 2015 doit aussi son succès au site choisi pour sa tenue, dans un endroit qui attire habituellement la grande foule en cette période de l'année.

Les précédentes éditions étaient organisées à l'intérieur du complexe touristique de Chellala, a rappelé ce responsable, soulignant que des artisans venus d'Illizi, Tamanrasset, Ghardaïa et Ouargla, parmi lesquels cinq jeunes filles universitaires, participent à cette édition qui permet d'admirer, notamment, de la dinanderie, de la poterie

d'art, des habits des différents terroirs de l'Algérie profonde, de la bijouterie traditionnelle, des produits dérivés de palmiers dattiers et des mets traditionnels.

Promouvoir les artisans traditionnels en même temps que le tourisme thermal est l'objectif de la manifestation. Plusieurs artisans approchés par l'APS ont fait part de leur satisfaction devant les ventes réalisées et les contacts noués.

Les meilleurs artisans et les écoliers lauréats d'un concours de dessin à thématique artisanale seront primés au terme de cette manifestation organisée conjointement par la direction du tourisme et de l'artisanat et la CAM.

Saty F.

## Oum El Bouaghi

### Extension des superficies vouées aux légumes secs

Les superficies vouées à la culture de légumes secs ont connu une extension de 22 hectares à Oum El Bouaghi, au titre de la campagne agricole 2014-2015, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA).

La campagne de plantation de

lentilles et de pois chiches a «largement atteint ses objectifs», étant donné que la surface consacrée à ce type de cultures dépasse aujourd'hui les 266 hectares, a précisé le chef du service de la production et du soutien technique à la DSA. La production de lentilles et de pois

chiches attendue pour cette année dans la wilaya d'Oum El Bouaghi atteindra «un record» avec 1 500 quintaux contre seulement 600 quintaux au terme de la campagne agricole 2013-2014, a souligné la même source, faisant savoir que cette augmentation est due aux «bonnes conditions

climatiques enregistrées cette année dans cette région». Dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, la production de légumes secs est concentrée dans la partie nord où il est enregistré une pluviométrie plus abondante que dans les autres zones, a-t-on expliqué de même source.

Ouali Y.

### Formation en électricité et gaz L'école de Ouargla sera lancée en chantier cette année

LES TRAVAUX de réalisation de l'école de formation en électricité et gaz, retenue en faveur de la wilaya de Ouargla, seront lancés au courant du troisième trimestre de 2015, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Projetée avec un financement de 1,62 milliard DA, la future école, relevant de l'Institut de formation en électricité et gaz, IFEG), sera réalisée sur une surface globale de 60 042 m<sup>2</sup>, au niveau de la zone des équipements publics (chef-lieu de wilaya), avec un délai de 24 mois, a-t-on fait savoir. Cet établissement de formation vise à répondre à la demande croissante en matière de formation en électricité et gaz dans la région et à améliorer les aptitudes professionnelles de la ressource humaine du groupe Sonelgaz. Une fois opérationnelle, l'école assurera une formation spécialisée pour un effectif de 1 500 stagiaires par an, dans différents métiers techniques, notamment la distribution électrique, la distribution du gaz, le transport de l'électricité et du gaz, la production Diesel (turbine à vapeur et turbine à gaz), les cycles combinés et les énergies renouvelables, selon la même source. Elle prendra en charge les besoins en formation professionnelle spécialisée pour les catégories socio-professionnelles (exécution et maîtrise), de l'ensemble du personnel des filiales du groupe Sonelgaz, en plus des agents relevant des entreprises sous-traitantes et les artisans activant dans le domaine, a-t-on ajouté. L'IFEG regroupe actuellement trois établissements à travers le pays, implantés à Ben-Aknoun (Alger), Bliida et Ain M'ilia (Oum El-Bouaghi).

Kamel L.

### 11<sup>e</sup> championnat national Domination des Relizanais dans le matreg

LES CLUBS de la wilaya de Relizane se sont illustrés au 11<sup>e</sup> championnat national de matreg, qui a pris fin dimanche à la salle omnisports «chahid Nedjma-Benaouda» de Relizane. Des clubs de la wilaya de Mostaganem ont occupé la deuxième place, suivis des clubs de la wilaya d'Oran en troisième position. Cette compétition de deux jours, organisée par la Fédération algérienne des sports traditionnels en collaboration avec la ligue de wilaya de sports traditionnels, a enregistré la participation de 100 athlètes (garçons et filles) représentant 14 clubs sportifs des wilayas d'Adrar, Béchar, Laghouat, Mostaganem, Mascara, Oran, Tiaret et Relizane. Au terme de cette manifestation sportive, des coupes ont été remises aux clubs vainqueurs et des médailles et diplômes d'honneur aux participants. Ce championnat s'insère dans le cadre de la préparation du festival arabe de matreg, prévu à Oran le 29 août prochain.

Hani Y.



## Règlement de la question sahraouie

# Le coordinateur sahraoui avec la Minurso dément l'existence de nouvelles propositions

■ Dans une déclaration à l'Agence de presse sahraouie, M. Khadad a souligné que «les allégations de certains médias marocains faisant état de nouvelles propositions pour le règlement de la question sahraouie sont dénuées de fondement», précisant que «la seule solution passe par le biais d'un référendum d'autodétermination pour la décolonisation du Sahara occidental».

Par Akli G./APS

Le coordinateur sahraoui avec la Minurso, M'hamed Khadad, a démenti l'existence de nouvelles propositions pour le règlement de la question sahraouie, affirmant que «les allégations de certains médias marocains à ce propos sont sans fondement». Dans une déclaration à l'Agence de presse sahraouie (SPS), M. Khadad a souligné que «les allégations de certains médias marocains faisant état de nouvelles propositions pour le règlement de la question sahraouie sont dénuées de fondement», précisant que «la seule solution passe par le biais d'un référendum d'autodétermination pour la décolonisation du Sahara occidental».

Concernant les réunions ayant regroupé la délégation sahraouie chargée des négociations avec l'envoyé personnel de l'ONU, Christopher Ross, lors de sa récente visite dans les camps des réfugiés sahraouis, M. Khadad a indiqué que ces rencontres ont porté sur «le contenu du rapport qui sera soumis par le secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité en début avril prochain, outre les rounds de négociations entre les parties au conflit, après l'adoption par le Conseil de sécurité de sa décision sur le Sahara occidental».

Le coordinateur sahraoui a appelé l'ONU à émettre des «signes positifs» pour «relancer le processus de règlement, mettre fin



M'hamed Khadad, coordinateur sahraoui avec la Minurso.

aux tergiversations marocaines et fixer un rendez-vous pour l'organisation d'un réfé-

rendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui». Le conseiller juridique des Nations unies, le suédois Hans Corell, a suggéré l'examen de trois options. Il s'agit de «permettre à la Minurso d'administrer le territoire et d'organiser le référendum», d'«exiger de l'Espagne d'assumer sa responsabilité en tant que "puissance administrative" et de l'obliger à organiser un référendum et enfin reconnaître la République arabe sahraouie et démocratique (RASD)», a rappelé le coordinateur sahraoui avec la Minurso. Par ailleurs, le responsable sahraoui a appelé la mission de la Minurso «à s'acquitter de son rôle, en tenant compte de la nature du conflit», le Sahara occidental étant «un territoire occupé et le Maroc, une force d'occupation qui ne détient aucune souveraineté sur le territoire». «Toute négligence de ces faits aura un impact négatif sur la coopération entre le Front Polisario et l'ONU», a-t-il conclu.

Akli G./APS

## Musée Bardo de Tunis

## Un monument culturel devenu symbole de résistance au terrorisme

Le musée du Bardo de Tunis qui a été récemment le théâtre d'un attentat terroriste sans précédent qui laissera des stigmates dans la mémoire collective est désormais, pour les Tunisiens, un symbole de défi et de résistance au terrorisme.

Depuis le 18 mars, le musée du Bardo, monument culturel qui a toujours fait la fierté des Tunisiens, est devenu pour eux un symbole de résistance qui exalte leur attachement à l'unité nationale et les incite à bannir la division qui menace leur sécurité.

A travers cette vision optimiste, des milliers de manifestants ont parcouru les artères de la capitale, lors d'une marche qui a débouché vers ce musée rouvert dimanche, après 12 jours de fermeture pour des raisons sécuritaires.

Des citoyens de différentes tranches d'âge et divers courants ainsi que des officiels étaient au rendez-vous pour transmettre un «message au monde entier selon lequel la Tunisie restera debout malgré la barbarie du terrorisme», a indiqué à l'APS, Raouia Mansouri qui n'a pas manqué de participer à la marche en dépit de son handicap et de sa mobilité réduite sur son fauteuil roulant de Bab Saadoun (point de départ de la marche) jusqu'au musée du Bardo.



Tout près de Raouia se trouve Moncef El-Ouafi accompagné de son épouse et son fils de trois ans. «Je suis ici pour exprimer mon rejet du terrorisme qui menace la Tunisie aujourd'hui et qui tente de confisquer les acquis de la révolution des jasmins», a-t-il dit. L'entrée du musée s'est mise aux couleurs des emblèmes des pays ayant perdu des ressortissants dans cette attaque et où des gerbes de fleurs ont été déposées. Au cœur du hall, une stèle commémorative portant les noms des victimes a été érigée pour

témoigner de la barbarie du terrorisme.

Le musée du Bardo qui témoigne la richesse de l'Histoire de la Tunisie, comporte le plus grand nombre de mosaïques dans le monde dont celle du poète Virgile, des œuvres d'art gréco-romaines et des pièces du plus vieux sanctuaire de l'Humanité, l'«Hermaïon» d'El-Guettar (région de Gafsa), datant de 40 000 ans.

### Sellal reçu par le président tunisien

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a été reçu dimanche au Palais de Carthage par le président tunisien Béji Caid Essebsi auquel il remis un message écrit du président de la République Abdelaziz Bouteflika.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahal.

M. Sellal est arrivé dimanche matin à Tunis où il a représenté le président de la République Abdelaziz Bouteflika au rassemblement international contre le terrorisme organisé à l'initiative du président tunisien suite à l'attaque terroriste qui a ciblé, le 18 mars, le musée du Bardo faisant 23 morts.

Mondji K.

## Ligue arabe

## Les dirigeants arabes engagés en faveur de l'unité de la Libye

Le Sommet arabe de Charm El-Cheikh (Egypte) a souligné l'engagement des dirigeants arabes en faveur de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Libye, de la non-ingérence dans ses affaires intérieures, du dialogue inclusif entre les forces politiques qui rejettent la violence et l'extrémisme et du processus politique sous l'égide de l'envoyé de l'ONU en Libye.

Le Sommet arabe a appelé, dans une résolution sur les

graves développements en Libye, à apporter au gouvernement légitime dans ce pays le soutien politique et l'aide nécessaires pour lui permettre de préserver sa souveraineté, y compris à l'Armée nationale pour qu'elle puisse poursuivre sa mission visant à éradiquer le terrorisme et à instaurer la paix en Libye.

La résolution a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour empêcher que les armes et au-

tres munitions ne parviennent aux groupes terroristes, et ce, en accord avec le projet de résolution arabe sur la Libye au Conseil de sécurité. Les dirigeants arabes ont exprimé leur inquiétude à l'égard de la persistance des affrontements armés et condamné, en particulier, le crime contre des ressortissants égyptiens dans la ville de Syrte et les attentats à la voiture piégée qui ont fait des dizaines de victimes dans la ville d'Al-Koba par

l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daech) qui veut faire de la Libye une troisième base après l'Irak et la Syrie.

Ils ont réitéré leur appel à soutenir le gouvernement libyen dans ses efforts pour sécuriser les frontières avec les pays voisins en vue de mettre un terme à l'infiltration de groupes terroristes et de trafiquants d'armes et de drogue. Le Qatar a émis des réserves sur la résolution.

Ghani Y.

### Mauritanie 200 000 euros pour financer les aires marines protégées

LE FONDS fiduciaire BACOMAB a annoncé samedi l'octroi d'un financement de 200 000 euros, au titre de l'année 2015, au profit des Aires marines protégées (AMP) de Mauritanie. Cette enveloppe couvre, d'une part, «la subvention au Parc national du banc d'Arguin pour l'appui à la consolidation et à la pérennisation du système de surveillance maritime et côtière du parc et, d'autre part, une subvention au Parc national de Diawling, pour l'appui à la surveillance, au suivi écologique, hydrologique, socio-économique et la cogestion partagée des ressources naturelles».

Par ailleurs, la Fondation MAVA a signé une convention pour le décaissement de la dernière tranche de sa participation à la capitalisation du Fonds fiduciaire BACOMAB pour un montant de trois millions d'euros. Avec ces nouvelles ressources, le fonds fiduciaire dispose désormais d'un capital de 21 millions d'euros.

Les ressources du Fonds BACOMAB proviennent de l'Etat mauritanien, de la coopération allemande (KfW et GIZ), de la Fondation MAVA, de l'Agence française de développement (AFD), du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et de l'Union européenne (UE).

R. M.





## Nucléaire iranien

# Toujours des blocages importants

■ Des blocages importants subsistaient encore hier, la veille de la date fixée pour un accord sur le nucléaire iranien, et les chefs de la diplomatie des grandes puissances et de l'Iran réunis à Lausanne continuaient de négocier pied à pied.

Par Ali O.

Pour la première fois depuis une précédente session de négociations à Vienne en novembre, tous les chefs de la diplomatie des grandes puissances (États-Unis, GB, France, Russie, Chine, Allemagne) et de l'Iran se sont retrouvés autour de la même table dans la matinée à Lausanne. La réunion a duré un peu plus d'une heure et une deuxième plénière était prévue dans l'après-midi.

Les négociateurs cherchent à conclure un premier compromis avant aujourd'hui, fondamental pour poursuivre les négociations jusqu'à un accord final d'ici le 30 juin.

Objectif: s'assurer que l'Iran ne cherchera pas à se doter de la bombe atomique en contrôlant étroitement son programme nucléaire, en échange d'une levée des sanctions internationales qui étranglent l'économie iranienne depuis des années.

Mais trois points de blocages majeurs subsistent, a affirmé un diplomate occidental à l'issue de la première plénière.

Le premier concerne la durée de l'accord en négociation. Les grandes puissances souhaitent un cadre strict de contrôle des activités nucléaires iraniennes sur au moins 15 ans, mais l'Iran ne veut pas s'engager au-delà de 10 ans, selon cette source.

La question de la levée des sanctions de l'ONU reste également, depuis le début, un gros point de blocage. Les Iraniens voudraient voir tomber dès la conclusion d'un accord ces sanctions économiques et diplomatiques, jugées humiliantes. Or les grandes puissances veulent une levée graduelle de ces mesures liées à la prolifération nucléaire et prises depuis 2006 par le Conseil de sécurité de l'Onu.

En cas de levée de certaines de ces sanctions, certains pays du



PH: D. R.

P5+1 veulent en outre un mécanisme qui permettrait de les réimposer rapidement au cas où l'Iran violerait ses engagements, selon cette source.

«L'accord dépendra très largement de ces trois points là», a estimé le diplomate.

A la fin de la rencontre, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a fait savoir qu'il quittait Lausanne dans la journée, en raison d'engagements déjà prévus à Moscou.

«Il reviendra s'il y a une chance réaliste d'un accord demain» (aujourd'hui), a déclaré une de ses porte-paroles, Maria Zakharova.

Aucun responsable ne se risquait hier à prévoir dans quel sens le vent allait tourner, tant ces négociations se font sur la corde raide. Un échec d'ici aujourd'hui ne signi-

fierait pas automatiquement la rupture et la fin de toutes les négociations, soulignent les protagonistes de part et d'autre.

Mais tous s'accordent à dire que la situation serait beaucoup plus compliquée et difficile, en raison notamment des contraintes

internes aux États-Unis et en Iran, où les opposants à un accord seront confortés en cas d'échec des discussions de Lausanne.

«A un moment, il faut quand même dire oui ou dire non», a résumé une source occidentale.

«On est dans une situation his-

torique», tous les chefs de la diplomatie des pays négociateurs sont présents, a fait valoir cette source. «On a le sentiment que c'est maintenant que ça doit se faire».

De son côté, sans grande surprise, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dénoncé hier l'accord qui consacrerait selon lui l'impunité de l'Iran au Yémen, selon un communiqué de son bureau. «L'accord qui se profile à Lausanne envoie un message selon lequel non seulement on n'a pas à payer le prix de son agression, mais on en est au contraire récompensé», a affirmé Netanyahu, en critiquant les grandes puissances qui «ferment les yeux» sur le soutien apporté par l'Iran aux forces rebelles chiites au Yémen. «Les pays modérés et responsables de la région, en particulier Israël et beaucoup d'autres États, seront les premiers à subir les conséquences de cet accord», a poursuivi le Premier ministre. «Il est impossible de comprendre comment, au moment où les forces soutenues par l'Iran conquièrent de plus en plus de territoires au Yémen, on ferme les yeux à Lausanne face à cette agression. En ce qui nous concerne, nous ne fermerons pas les yeux et nous continuerons à agir contre toute menace», a-t-il dit. Dimanche, Netanyahu avait déjà vivement critiqué l'accord, dénonçant «l'axe Iran-Lausanne-Yémen, qui est très dangereux pour toute l'humanité doit être stoppé».

A. O.

## Grande-Bretagne

### Début de la campagne législative

La campagne législative a démarré sur les chapeaux de roues hier au Royaume-Uni où conservateurs et travaillistes, au coude-à-coude, ont cinq semaines pour se départager, dans un paysage politique si fragmenté que sont envisagés de multiples scénarios: coalitions, alliances... ou retour aux urnes.

La course a débuté sur un rituel: à midi (11h00 GMT), le Premier ministre conservateur David Cameron s'est brièvement rendu au palais de Buckingham afin d'officialiser la démission de son gouvernement auprès de la reine, dans la foulée de la relève de la garde opérée au quotidien par les soldats en tunique rouge et bonnets à poil d'ours.

Une demi-heure plus tard, face à une mêlée de journalistes massés devant le 10 Downing street, M. Cameron a ouvert les hostilités en résumant ainsi «le choix entre deux extrêmes» qui s'offrira le 7 mai aux 48 millions d'électeurs: «Dans 38 jours le Premier ministre qui franchira cette porte sera soit moi soit Ed Miliband», le chef de l'opposition travailliste.

«Vous pouvez choisir une économie en croissance (...) ou le chaos économique préconisé par Ed Miliband», a-t-il dit.

Cette alternative entre les deux hommes constitue l'une des rares certitudes du scrutin. Mais elle passe par une foultitude de combinaisons. «On se croirait au casino», a commenté à l'AFP Steven Fielding, professeur d'histoire politique à l'université de Nottingham.

Les pronostics sont d'autant plus hasardeux que le système de scrutin uninominal majoritaire à un tour introduit des distorsions

considérables entre les scores exprimés en voix et leur traduction en sièges à la chambre des Communes.

A J-38, la moyenne des sondages établie par la BBC montre un paysage fragmenté et quasi figé depuis six mois.

Sur la ligne de départ, conservateurs et travaillistes sont à égalité parfaite, à 34%. L'Ukip europhobe, qui a triomphé l'an dernier aux européennes, arrive en 3e position à 13%. Les libéraux-démocrates, associés au gouvernement, sont relégués à 8%. Les Verts obtiennent 5% et l'ensemble des autres partis (y compris les nationalistes écossais du SNP) représentent 6%.

En nombre de députés, ces scores garantissent au SNP de constituer le 3<sup>e</sup> groupe parlementaire, avec jusqu'à deux fois plus de députés que les Lib-dem. L'Ukip de Nigel Farage, qui promettait «un séisme politique», devrait se contenter d'une poignée d'élus.

Hier matin, Ed Miliband a dénoncé les dégâts collatéraux de cinq années d'austérité, l'appauvrissement des classes moyennes et le creusement des inégalités, malgré un bilan conservateur se révalant d'une croissance record en Europe à 2,5%, et d'un chômage sous la barre des 6%.

Balayant l'accusation de porter un projet anti-business, le chef de l'opposition a assuré que le plus grand danger pour l'économie était un Brexit (contraction de British et Exit), à l'occasion du référendum sur l'appartenance du pays à l'UE que David Cameron a promis de convoquer d'ici 2017, s'il est reconduit pour un deuxième

quinquennat.

«Notre avenir à long terme est au sein de l'Europe, pas à l'extérieur», a martelé Miliband.

Tout laisse présager d'intenses tractations au lendemain du scrutin en l'absence de majorité absolue (326 sièges sur 650).

Le dispositif institutionnel incroyablement flou donne la priorité aux sortants pour former un gouvernement, mais indique que sera privilégié le motard «le plus susceptible d'obtenir la confiance du Parlement». Un vote de défiance signifie le retour aux élections.

Les conservateurs pourraient reconduire la coalition inédite et malaisée à laquelle ils ont dû se résoudre en 2010. Mais leurs alliés libéraux-démocrates pourraient choisir de gouverner pour changer avec les travaillistes.

En revanche les divers scénarios de coalition incluant l'Ukip à droite ou le SNP à gauche, voire les combinaisons arc-en-ciel, ont été à priori exclus par les formations concernées.

Reste l'hypothèse d'un gouvernement dit «minoritaire» sur la base d'alliances circonstancielles précaires, à peine renégociées à chaque vote parlementaire.

Déjà, les Lib-Dem se révent en faiseurs de roi. Le SNP ancré à gauche entend «chasser David Cameron» et progresser vers l'indépendance de l'Écosse. L'Ukip espère conserver suffisamment d'influence pour radicaliser le discours général en matière d'euro-scepticisme et d'immigration.

La pré-campagne avait été terme de l'avis général, et tant Cameron que Miliband, qui jouent leur survie politique, sont contestés dans leurs camps respectifs.



## Points chauds

### Victoire

Par Fouzia Mahmoudi

Si le FN n'a pas réussi son pari de remporter au moins un département lors des élections départementales qui se sont tenues dimanche, il a néanmoins réalisé son score le plus élevé. Un score «historique» comme l'ont immédiatement appelé certains. Pourtant, malgré ses bons résultats le Front National est resté loin derrière le grand vainqueur de ce scrutin, la droite. En effet, l'UMP avec ses alliés du Centre ont réussi à s'emparer de dizaines de départements infligeant une défaite sanglante à une gauche désemparée. Surtout, cette victoire a aussitôt été revendiquée par un Nicolas Sarkozy qui obtient là son premier succès en tant que président de l'UMP. Un succès dont il a bien besoin pour relancer sa popularité et pour se relancer dans la course à l'investiture de son parti pour 2017. S'estimant renforcé dans sa stratégie avec des départementales «nettement gagnées» par la droite et le centre, Nicolas Sarkozy se projette vers 2017 en promettant «un projet républicain d'alternance, fort, réaliste et profondément nouveau», au cœur du nouveau parti qu'il s'approprie à fonder. Nicolas Sarkozy semble également défier les ténors de l'UMP, ses futurs concurrents à la primaire de 2016. S'il est vrai que, contrairement à Alain Juppé ou François Fillon, il n'a toujours pas annoncé sa candidature à la pré-présidentielle, personne ne doute que telle soit son intention. Accusé à gauche mais aussi à droite d'avoir eu des débuts poussifs après son retour en politique en novembre, Nicolas Sarkozy peut aujourd'hui se sentir conforté dans sa stratégie: d'abord rassembler son camp pour faire oublier la guerre qui a opposé François Fillon et Jean-François Copé en 2012 et qui avait failli le faire exploser. Puis assurer l'alliance de la droite et du centre, «mais du vrai centre», répète depuis des mois l'ancien président qui n'a jamais pardonné à François Bayrou, président du MoDem, d'avoir choisi François Hollande en 2012. Alain Juppé, régulièrement hué dans les meetings UMP quand il évoque l'alliance nécessaire, selon lui, de son parti avec celui de François Bayrou, a tenu à saluer «la victoire de la stratégie d'alliance de l'UMP, de l'UDI et du MoDem». F. M.



Après une tournée internationale réussie

# L'orchestre El Gusto revient à sa source algéroise

■Après une tournée internationale réussie, l'orchestre El Gusto revient à la source pour animer un spectacle musical dans son pays natal. En effet, cet orchestre qui a repris ses activités en 2007 gratifie les mélomanes de musique chaâbie en interprétant des textes connus et autres inédits.



Par Abla Selles

Le Théâtre national algérien est l'hôte de plusieurs représentations artistiques ces derniers temps. Cet espace théâtral est aussi un endroit où les mélo-

manes de la musique classique et andalouse peuvent assister à des soirées de haute facture. Pour le mois prochain, la soirée la plus attendue est celle du 16 avril puisque c'est l'orchestre El Gusto qui donnera une représentation publique. En effet, après une

tournée internationale réussie qui l'a mené dans plusieurs pays, l'orchestre El Gusto a décidé de gratifier le public algérois avec une soirée de haut niveau. Les mordus du chaâbi redécouvriront lors de cette soirée plusieurs chansons des grands

artistes de la musique chaâbie. Après un film-documentaire sorti en 2012 et retraçant le parcours de cet orchestre de chaâbi formé de musiciens juifs et musulmans lors de la guerre d'Algérie, El Gusto s'était reformé et était parti conter son histoire aux quatre coins du monde, jusqu'au Kennedy Center à Washington.

D'ailleurs, tout a commencé quand la réalisatrice Safinez Bousbia, lors d'une balade dans La Casbah d'Alger, rentre dans une échoppe pour acheter un miroir. Le miroitier, M. Ferkioui, dans l'enthousiasme de raconter son histoire à la jeune femme, ne pense plus à vendre son miroir.

Il l'invite alors à s'asseoir et à l'écouter, lui racontant son glorieux passé de chef d'orchestre et musicien. Emu, il lui présente des photos de ses anciens camarades de classe de musique, juifs et musulmans, perdus de vue depuis cinquante ans. Ils faisaient tous partie de la première classe de musique chaâbie du Conservatoire municipal d'Alger, dirigée par le fondateur de la musique chaâbie, le maître El Anka. La réalisatrice, touchée par l'évocation de ce moment très émouvant de la musique populaire d'Alger mais

de nostalgie de M. Ferkioui, décide de retrouver les amis musiciens dispersés et prend contact avec le Conservatoire d'Alger où tous leurs noms ont été répertoriés.

Neuf ans ont forgé cette aventure humaine, devenue depuis une vraie success story : l'Orchestre El Gusto a pris son envol et joue dans de nombreuses salles prestigieuses dans le monde.

Traditionnellement, les orchestres chaâbi sont composés de 5 à 10 musiciens. Or pour la première fois, El Gusto présente un magnifique orchestre d'envergure (une vingtaine de musiciens) qui transpose la joie et la bonne humeur des quartiers populaires dont sont issus les musiciens.

Il est à noter que les représentations musicales de l'orchestre El Gusto ont suscité l'admiration dans tous les pays qu'il a visités. **A.S.**

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

TNA Gallery

Jusqu'à la fin du mois de mars :

Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «Hors Champ» par Mustapha Nedjai, Hellal Zoubir, Karim Sergoua, Rachid Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

Plais de Raïs Bastion23

Jusqu'au 31 mars :

Exposition avec Benchemakh Kamel et Saâdoun Yasmina intitulée «Symboles de printemps» Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 31 mars :

Exposition collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme

Espace des activités culturelles

Rachid-Kouache

Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril :

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en collaboration avec la librairie média soft, organise «Le carrefour du livre» Salle Ibn-Khaldoun

Jusqu'au 19 avril :

Projection du film Les portes du soleil : Algérie pour toujours de Jean-Marc Minéo Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 31 mars :

Exposition collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Galerie Asselah

Jusqu'au 16 avril :

Exposition de peinture par l'artiste Amel Benghezala.

Festival international du film oriental de Genève

## «L'Oranais» et «Cinéma Chkoupi» primés

Deux films algériens ont été primés par le dixième Festival international du film oriental de Genève, ont annoncé dimanche les organisateurs de cette manifestation cinématographique annuelle. Il s'agit des films «L'Oranais» (2014) de Lyès Salem qui a obtenu le «Prix spécial» du Jury-Métrage pour «le débat qu'il provoque dans la société actuelle» et «Cinéma Chkoupi» (2013) de Bahia Allouache auquel a été décerné le «Prix une certaine image» «parce qu'il raconte la vie urbaine et créative mais confrontée à ses difficultés, la vie telle qu'elle peut être ici, là-bas, comme ailleurs».

Le Fifog d'or du Festival a été attribué à «What's the time in your world» de l'Iranien Safi Yazdanian, à travers lequel le Jury Long

Métrage, composé notamment de la chanteuse algérienne Djura du groupe algérien installé en France «Djurdjura» et de son compatriote le chanteur-compositeur Kamel Hamadi «a voulu primer le regard poétique et complexe posé, sur la société iranienne, sur les relations et sur la mémoire».

Quant au Fifog d'or du court-métrage, il a été remis au film «L'homme au chien» du Marocain Kamal Lazraq pour «primer l'amour, le rapprochement humain engendré, par le chien, la découverte de l'organisation d'une société nocturne ainsi que l'image et les acteurs».

Présidé, à titre honorifique, par le célèbre poète syrien Ali Ahmed Saïd Esber alias Adonis, le Festival qui a célébré cette année

son dixième anniversaire a été dédié à la Tunisie, suite aux attentats terroristes dont elle a été victime. Plus de 100 films entre longs métrages de fiction, courts-métrages et documentaires étaient à l'affiche du Fifog-2015 dont neuf films algériens, inscrits dans différentes catégories dont six en compétition officielle. Des débats, des colloques, des conférences portant sur plusieurs thématiques notamment sur «L'orient dans tous ses états», «Voix et visions de femmes», «Regards croisés : Suisse-Orient», «Migrations et intégrations, les cinémas et cultures minorées» étaient au programme de la manifestation qui se prolongera par la projection de plusieurs films pendant le mois d'avril. **F. H.**

Festival du théâtre professionnel à Guelma

## Six pièces au programme

Six pièces de théâtre seront au programme des éliminatoires des wilayas de l'Est et du Centre-Est du festival du théâtre professionnel, prévu du 3 au 8 avril prochains à Guelma, à indiqué, dimanche, le commissaire de cette manifestation, Ali Braoui. Ce responsable a précisé, au cours d'une conférence de presse, que les pièces en lice sont «Ennist Eddaii» de l'association des artistes libres d'Azzaba (Skikda), «El Hakika» de l'association El Fadha el Azraq de Batna, «El Zidja» de la coopérative Anis de Sétif, «Thamen Ayam El Ousboue» de l'association du théâtre libre de Mila, «El mazbala

El Fadhila» de l'association El Tadj de Bordj Bou Arreridj et, enfin, «Raksat el Kilab» de la maison de la culture de Khenchela. Ces pièces ont été sélectionnées

par une commission qui a visionné 17 œuvres produites par des troupes des wilayas de l'Est et du Centre-Est du pays, a ajouté M. Braoui, soulignant qu'un jury

constitué de 5 artistes sélectionnera la pièce qui sera présente au festival national du théâtre professionnel d'Alger. **L.B.**

Décès

## L'acteur tunisien Ezzeddine Guennoun n'est plus

L'ACTEUR et metteur en scène tunisien, Ezzeddine Guennoun, un des initiateurs d'une nouvelle approche dans la création et l'écriture théâtrales en Tunisie, est décédé dimanche. Fondateur du groupe théâtral organique tunisien, le défunt est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre dont «Une nuit perdue qui revient» (1982), «Gamra Tah» (1992), «Your Ellil» (1996), «The end» (2009) et «Monstranum's» (2013). Il est diplômé du centre d'art dramatique de Tunis en 1976 et des études théâtrales de la Sorbonne (France) en 1980. Guennoun est aussi le fondateur du premier Centre arabo-africain de formation et de recherches théâtrales de Tunis. Il a reçu plusieurs distinctions lors de festivals en Tunisie et internationaux. **R.I.**



Coup-franc direct



La politique de l'autruche

Par Anouar M.

Après que des voix se sont élevées pour dénoncer le probable arrangement de certains matches de la Ligue professionnelle 1, des présidents de club incriminés ont décidé de passer à l'acte. Ainsi, ils auraient décidé de geler les salaires des joueurs accusés d'avoir fait exprès de lâcher du lest et donc de ne pas s'être donnés à fond. Pour eux, c'est une manière de rejeter cette accusation d'arrangement de match et qu'ils seraient impliqués de près ou de loin selon leurs dires. C'est en fait la politique de l'autruche que tentent de réaliser ces dirigeants qui n'ont aucun respect pour le supporter qui est outré de la manière avec laquelle son équipe perd un match de surcroît qui reste très important soit pour la survie en Ligue 1 pour un de ces deux clubs et pour le titre de champion pour l'autre. Il est clair que ces responsables de club ont le savoir-faire pour se dérober de leurs responsabilités surtout que tout le monde s'accorde à dire qu'ils se devaient de rendre des comptes à leurs fans mais c'est tout le contraire qu'ils font et tenter de se dédouaner en rejetant la balle sur les joueurs, surtout qu'il est facile de les incriminer d'avoir «levé le pied», alors que tout le monde sait qu'ils sont de connivence avec eux et qu'ils n'auraient pu rien entreprendre s'ils n'avaient pas reçu le feu vert.

A. M.

Newcastle United

L'entraîneur Carver content du retour d'Abeid

L'entraîneur de Newcastle United (Premier league anglaise de football), John Carver, s'est réjoui du retour du milieu international algérien, Mehdi Abeid, qui reprendra l'entraînement lundi après une blessure à la cuisse. «Nous avons été handicapés par l'absence de plusieurs joueurs pour blessures à l'image de Haidara et Arons, mais ce qui me soulage c'est le retour d'Abeid que j'attends avec impatience», a affirmé le coach des «Maggpies», cité dimanche par la presse locale. Mehdi Abeid (22 ans) a annoncé samedi, sur son compte Twitter, qu'il allait reprendre les entraînements

lundi, après deux semaines d'absence. Le milieu de terrain algérien s'était blessé le 14 mars lors d'une séance d'entraînement, à la veille du déplacement à Everton, dans le cadre de la 29<sup>e</sup> journée du championnat.



nat. Abeid, qui figurait dans la présélection des 37 joueurs des Verts avait été contraint de déclarer forfait pour le stage entamé le 23 mars à Doha (Qatar) et qui se poursuivra jusqu'au 31 mars.

L'ancien joueur du Panathinaïkos (Grèce), avait dû déclarer forfait pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN 2015 en Guinée équatoriale, en raison d'une fracture à un orteil.

JS Kabylie

La crise s'installe

La crise s'est installée à la JS Kabylie après la récente défaite à domicile face au Mouloudia d'Alger sur le score de (2/1) et qui complique davantage la situation du club qui se retrouve dans la tourmente.

Par Anouar M.

En effet, il faut savoir que les gars de la ville des Genêts sont dans une position de relégage après cet échec que personne n'attendait du côté de Tizi Ouzou surtout que les fans s'étaient déplacés en force pour apporter leur soutien à l'équipe qui avait besoin de leurs services. Toutefois, ce sont les circonstances de cette défaite qui ont le plus déçu les inconditionnels kabyles étant donné qu'il s'agit d'une formation qui lutte pour son maintien en Ligue 1 et qui avait donc des chances minimales de repartir avec les trois points du succès.

C'est pour cela que certaines voix se sont élevées pour dénoncer un «arrangement» et le président du club, Moh Chérif Hannachi a été



Les Kabyles dans une situation difficile

pointé du doigt par les fans mécontents. En tout cas, cet échec a jeté le trouble dans le groupe et nombreux sont les supporters qui demandent un changement radical dans l'équipe ne voulant pas laisser passer ce genre de chose qui pourrait envenimer la situation dans l'équipe. Le coach, Wallem, lui, est sur la sellette aussi, surtout qu'il est accusé du fait qu'il ne peut plus prendre le contrôle du groupe avec les nombreux cas d'indiscipline constatés depuis le début de la saison. Une chose est

sûre il sera difficile d'effacer cette défaite à domicile et on parle avec insistance d'une probable révolte des supporters qui entendent exprimer leur colère en organisant un sit-in pour montrer qu'ils désapprouvent la façon avec laquelle est géré le club qui est tombé dans la déchéance cette saison depuis le décès du Camerounais, Albert Ebossé. Ils souhaitent que toute la lumière soit faite sur cette situation et surtout que les responsabilités soient situées.

A. M.

Ligue 1 «Mobilis» - Mise à jour (24<sup>e</sup> journée)

USMA-MCEE vendredi 10 avril

Le match en retard USM Alger - MC El Eulma, comptant pour la 24<sup>e</sup> journée de Ligue 1 «Mobilis» de football a été programmé le vendredi 10 avril, au stade Omar Hamadi de Bologhine, a annoncé dimanche la Ligue du football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Ce match était prévu le week-end dernier, en même temps que les autres matches de Ligue 1, mais l'USMA a demandé à ce qu'il soit reporté à une date ultérieure, car déplorant l'absence de trois de ses

joueurs, qui se trouvaient en équipe nationale. Les règlements en vigueur dans le championnat de football algérien autorisent, en effet, les clubs à reporter un match si leur effectif est amoindri par l'absence d'un minimum de trois joueurs, convoqués en équipe nationale. Les trois joueurs usmistes qui manquaient à l'appel sont le défenseur Farouk Chafaï, le meneur de jeu Youcef Belaili et l'attaquant Malgache, Charles Andria.

Le CS Constantine, autre club sociétaire de la Ligue 1 «Mobilis», qui

déplorait également l'absence de trois de ses internationaux a obtenu, lui aussi le report de son match contre le NA Hussein Dey, prévu au stade Hamlaoui (24<sup>e</sup> journée).

Non concernés par la Ligue des champions ou la Coupe de la CAF, les Constantinois joueront leur match en retard contre le NAHD, le 3 avril prochain, pour la mise à jour du calendrier, contrairement aux Usmistes qui devront attendre leur retour du Sénégal pour accueillir le MCEE à Bologhine.

MCE Eulma Jules Accorsi à la barre technique



Le technicien français Jules Accorsi est devenu le nouvel entraîneur du MCE Eulma (L1 de football) en remplacement de Azzedine Ait Djoudi dont le contrat a été résilié à l'amiable, a appris l'APS dimanche auprès de la direction du club du «Babuya». Accorsi (78 ans), qui avait déjà dirigé par le passé la barre technique de la JSM Béjaïa (Ligue 2) entre 2003 et 2005, s'est engagé samedi soir pour un contrat jusqu'à la fin de la saison avec l'objectif d'assurer le maintien. Il a dirigé dimanche sa première séance d'entraînement. Accorsi effectue son retour au club qu'il avait mené à la quatrième place au classement final la saison dernière. Le départ d'Ait Djoudi est intervenu suite à la défaite concédée à domicile face au MC Oran (0-1) dans le cadre de la 23<sup>e</sup> journée.

MO Béjaïa

Ikhlef dénonce le comportement des gars du RCA

Le président du conseil d'administration du MO Béjaïa (L1 de football) Aboubakeur Ikhlef, a déploré dimanche les conditions dans lesquelles s'est déroulé le match en déplacement face au RC Arbaâ (0-1) samedi, dans le cadre de la 24<sup>e</sup> journée du championnat. «Avant le début de la rencontre, nous avons été soumis à une grande pression, avec parfois des comportements à la limite de l'agression. Les joueurs ont trouvé des difficultés à accéder aux vestiaires, trouvant sur leur passage une trentaine de personnes dont j'ignore leur fonction. Ce que nous avons enduré est indigne d'un match de Ligue 1», a affirmé le premier responsable du club béjaïoui.

En dépit de cette défaite, le MOB préserve son fauteuil de leader, à la faveur du revers concédé à domicile par son poursuivant, l'ES Sétif, face à l'ASO Chlef (0-1).

«Je regrette les conditions lamentables de ce match, le RCA et son entourage n'avaient pas dû recourir à ce genre de comportements pour gagner, d'autant qu'il ne joue pas pour le titre et n'est pas menacé par la relégation», a-t-il ajouté. Par ailleurs, Ikhlef a positivement estimé que



Le MOB préserve toujours son leadership, à six journées de l'épilogue. «La défaite de l'ESS a arrangé quelque part nos affaires, puisque le classement reste inchangé. Nous allons

jouer notre va-tout jusqu'au bout avec l'objectif de remporter le titre. Nous y croyons fermement». Se projetant sur le match des demi-finales de la Coupe d'Algérie, face à l'ESS à Sétif, le président du CA du MOB, évoque «une finale avant la lettre».

«Ce sera une vraie affiche entre deux clubs qui traversent une bonne période. Il s'agit pour moi d'une finale avant la lettre. Seulement, nous aurions aimé que la date de cette rencontre soit connue pour qu'on puisse tracer un programme de préparation», a souligné Ikhlef.

Boxe/WSB (11<sup>e</sup> journée) Les «Faucons du désert» battus

La franchise algérienne de boxe «Faucons du désert» s'est inclinée (3-2) face aux «British Lionhearts» d'Angleterre samedi soir à la salle Hocine-Chalane de Blida lors de la 11<sup>e</sup> journée de la World Series of boxing (WSB). Les deux victoires algériennes ont été l'œuvre d'Ilyès Abbadi qui l'a emporté (2-1) contre Anthony John Fowler dans la catégorie des 75 kg, ainsi que de Samir Maslough vainqueur (3-0) d'Abdoulaye Diane dans la catégorie des 91 kg. Toudjine Zoheir, le représentant algérien chez les 46-49 kg a perdu (3-0) contre Harvey Horn, tout comme Farid Kennouche, qui s'est incliné (2-1) face à Sean Thomas

McGoldrick dans la catégorie des -57 kg. Le 5<sup>e</sup> et dernier représentant algérien, Ahmed Boudiaf s'est incliné, quant à lui (2-1) devant Samuel Vincent James Maxwell, dans la catégorie des 64 kg. La franchise algérienne restait sur une défaite (3-2) face aux «Guerreros» du Mexique, en match disputé la semaine passée pour le compte de la 10<sup>e</sup> journée de la WSB. Les Desert Hawks d'Algérie prennent part à cette compétition pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. Ils évoluent dans le groupe A qui comporte également les franchises «Atlas Lions» du Maroc, «Cuba Domadores», Russian Boxing, Ukraine Otamans et China Dragons.

Demi-finales de la Coupe d'Algérie

ESS-MOB et RCA-ASO les 10 et 11 avril

Les matches ES Sétif-MO Béjaïa et RC Arbaâ-ASO Chlef, comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie 2015 de football se joueront respectivement, les 10 et 11 avril prochain, a annoncé dimanche la Ligue du football professionnel (LFP) sur son site officiel. L'ESS, dont le stade répond aux normes exigées aura la chance de recevoir le MOB sur son terrain fétiche du 8-Mai 45, au moment où le RC Arbaâ a dû déménager exceptionnellement à Bologhine. «Nous avons décidé d'accueillir l'ASO à Omar-Hamadi de Bologhine, car c'est un stade que nous connaissons bien et qui nous a déjà porté chance», a affirmé le vice-président du RCA, Mustapha Zerrouk. L'autre demi-finale, entre l'ES Sétif et le MO Béjaïa se présente comme une finale avant l'heure, car opposant l'actuel leader du championnat de L1 «Mobilis» à son dauphin. Une affiche qui devrait tenir toutes ses promesses.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Espagne

## Découverte d'un important arsenal d'armes à Barcelone

LES SERVICES de sécurité catalans ont découvert un «important» arsenal d'armes dans la ville de Barcelone (nord-est de l'Espagne), a-t-on indiqué lundi de sources sécuritaires. Un homme a été arrêté pour possession, dépôt, fabrication et trafic illégal d'armes et explosifs, relève un communiqué de la police locale catalane, ajoutant qu'il s'agit de «plus important» arsenal découvert jusqu'à présent dans la région. Les inspections effectuées dans deux résidences du mis en cause ont permis la saisie d'armes à feu, un

fusil de chasse, trois carabines, plus de 2 700 cartouches, plus de 19 300 projectiles, cinq silencieux et 30 chargeurs, trois kilogrammes de poudre, mille percuteurs, une grenade vide et de diverses armes interdites, note le communiqué. En outre, deux pistolets, un revolver et leurs munitions, ainsi que des armes blanches, ont été découverts dans son véhicule, précise la même source. Le prévenu a été mis en liberté conditionnelle par la justice, tandis que l'enquête est toujours ouverte.

Racim I.

Bouira/Glissements de terrain

## Trois habitations endommagées à Aghbalou

TROIS habitations ont été sérieusement endommagées dans la localité montagnaise de Selloum, relevant de la commune d'Aghbalou, à l'est de Bouira, suite à des glissements de terrain survenus lors des dernières intempéries qu'a connues la région, a indiqué lundi à l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC). Les propriétaires ont été contraints de quitter ces habitations, classées sinistrées, a ajouté M. Bellal, estimant que d'autres habitations étaient menacées par ces glissements de terrain qui «posent un sérieux problème dans cette localité». Concernant le recasement des familles sinistrées, M. Bellal a affirmé qu'«aucune décision en ce sens n'a été prise à présent et les

concernés sont actuellement accueillis par d'autres familles proches». La commune de Taghzout (est) est aussi touchée par ces glissements de terrain, où 36 familles sont menacées et plusieurs routes reliant les différents villages sont endommagées. Le président d'APC, Ch a â b a n e C h a o u c h e Messaoud, a proposé récemment, la construction d'un centre d'accueil pour évacuer toute famille sinistrée en cas de catastrophe naturelle, et ce, en attendant de leur trouver une solution définitive. Les dernières fortes précipitations qu'a enregistrées la wilaya de Bouira ont causé plusieurs dégâts dont des inondations, des éboulements de terrain, signalés aussi à El-Adjiba (Est).

Hasni Y.

HCA

## Un grand dictionnaire de l'amazighité en confection

Un grand dictionnaire de l'amazighité est en cours de confection par le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), a-t-on appris, lundi à Tlemcen, d'un promoteur de ce projet, Benkhemou Mustapha. Un grand travail de recherche dans le domaine de l'héritage immatériel amazigh s'effectue, depuis 2 ans selon un planning, par des professeurs universitaires et des étudiants chercheurs ainsi que des journalistes spécialisés dans ce créneau, a indiqué ce responsable présent à Tlemcen dans le cadre d'une série de sorties scientifiques et linguistiques dans cette wilaya. L'étape de Tlemcen permettra aux cinq groupes de travail constitués d'étudiants des départements de dialectologie des universités de Batna, Tizi Ouzou,

Béjaïa et Bouira d'avoir des contacts avec les habitants des régions de Beni Ouarsous, Beni Snouss, Msirda, Marsa Ben M'hidi et Beni Boussaid, afin de recueillir le maximum de vocabulaire encore utilisé ou celui dans les mémoires, pour en faire un travail d'analyse et de synthèse et l'intégrer dans ce grand dictionnaire qui représentera l'amazighité dans toutes ses variantes, a-t-il souligné.

Ce travail se poursuivra avec des gens sur place, qui seront mis en réseau avec les chercheurs pour le compte du HCA, afin de collecter le maximum d'informations sur cet héritage immatériel qui est partie intégrante de l'identité nationale, a-t-il ajouté.

Lamine H.

## LA POPULATION ALGÉRIENNE DÉPASSE LES 39 MILLIONS D'HABITANTS



Loumis

Djalou@hotmail.com

Corps communs et ouvriers professionnels à Béjaïa

## Un grand rassemblement observé devant le siège de l'UGTA

■ A travers cette action, les travailleurs qui étaient nombreux hier (plusieurs centaines), ont exprimé leur vif mécontentement et leur déception par rapport aux «promesses non tenues du gouvernement et la tutelle» envers cette catégorie qui «se considère lésée et marginalisée».

Par Hocine C.

Les travailleurs du secteur de l'Education relevant des catégories des corps communs et ouvriers professionnels ainsi que les agents d'entretien, d'hygiène et de sécurité ont observé hier un rassemblement de protestation devant le siège de l'union de wilaya (Ugta) sis au niveau du boulevard Bouaouina. A travers cette action, ces travailleurs qui étaient nombreux hier (plusieurs centaines), ont exprimé leur vif mécontentement et leur déception par rapport aux «promesses non tenues du gouvernement et la tutelle» envers cette catégorie qui «se considère lésée et marginalisée». Dans une déclaration à ce propos, les corps communs relevant de l'Ugta estiment que «le gouvernement a préféré se murer dans son silence au lieu d'apporter de solutions pour améliorer la situation sociale très précaire de ces catégories de travailleurs qui souffrent et attendent depuis 11 années». Les

corps communs estiment également que leurs droits sont bafoués et qu'ils ne peuvent plus faire face au pouvoir d'achat qui de plus en plus s'érode. Ils s'interrogent par la suite pourquoi le gouvernement n'a pas appliqué les annonces faites par le chef de l'Etat lors de son discours du 24 février à Sétif, celles liées, notamment aux augmentations salariales des catégories à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, rappelant par la suite que les travailleurs sont en attente de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques depuis la promulgation du statut de la Fonction publique 06-03 du 15-07-2006 et son article 19 sur les contractuels ainsi que les décrets exécutifs 08-04 et 08-05 du 19/01/2008». Les rédacteurs du communiqué s'interrogent aussi sur le fait que leur catégorie «a été déclassée de la catégorie 6 jusqu'à la catégorie 1 et estiment qu'il n'y a pas eu d'augmentation réelle des salaires depuis 7 années et que l'abrogation de l'article 87 bis du code du

travail n'a rien changé au quotidien des travailleurs». «Des raisons qui ont amené les travailleurs à reprendre la lutte sur le terrain et mener la bataille d'honneur», lit-on encore dans le document du syndicat dont les travailleurs sont estimés au total à 3 200 dans le secteur de l'Education de la wilaya de Béjaïa. Les mécontents exigent toujours la satisfaction de leurs revendications dont «la hausse des salaires en fonction du pouvoir d'achat, la révision du statut particulier des corps communs, ouvriers professionnels et agents d'entretien et d'hygiène, leur intégration dans le statut particulier de l'Education, le versement de toutes les primes dont ont bénéficié les autres corps de l'Education, l'intégration et la nomination des contractuels dans le secteur». Les corps communs ont exigé aussi la création d'une fédération propre à leur catégorie.

H. C.

Contrebande

## Plus de 450 kg de kif traité saisis et 22 contrebandiers arrêtés

Une quantité de 450 kg de kif traité a été saisie à Béchar et 22 contrebandiers ont été arrêtés à Tamanrasset dans différentes opérations menées par les éléments de l'Armée populaire nationale (ANP) dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, a indiqué lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué «Dans le cadre de la sécurisation

des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des éléments des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Béchar (3<sup>e</sup> Région militaire), suite à une opération de fouille et de recherche menée dans la localité frontalière de Menabha, ont saisi, le 29 mars dernier, une quantité de 450 kilogrammes de kif traité», a précisé la même source. Par ailleurs,

d'autres détachements relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset (6<sup>e</sup> Région militaire), ont appréhendé, lors de différentes opérations, vingt-deux contrebandiers dont vingt-et-un Algériens et un de nationalité nigérienne et ont saisi deux véhicules tout-terrain, détecteurs de métaux et deux téléphones portables, a-t-on ajouté.

R. N.